

**Préfecture**

Direction de la réglementation et des élections

Bureau de l'environnement et des enquêtes publiques

**Arrêté de mise en demeure**

**Le Préfet des Yvelines**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Vu le code de l'environnement ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n°95-108/SUEL du 11 septembre 1995, autorisant la société Elyo à exploiter à Carrières-sous-Poissy, lieu-dit « la Demi-Lieue », un centre de traitement et de valorisation des résidus urbains soumis à la législation des installations classées sous les rubriques suivantes :**

installations ou activités soumises à autorisation

- Installations de combustion, lorsque les produits consommés seuls ou en mélange, autre que le fioul domestique ou le gaz naturel, ont une teneur en soufre rapportée au PCI  $< 1 \text{ g/MJ}$ . La puissance thermique maximale de l'installation est supérieure ou égale à 10 MW (2 x 21 MW) - **n° 153 bis**
- Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées - **n° 167**
- Déchetterie aménagée pour les matériaux, objets ou produits triés et apportés par le public, bois déchets de jardin, encombrants, gravats, huiles usagées, médicaments, métaux, papiers, cartons, piles et batteries, plastiques, pneumatiques, textiles, verre, la superficie étant  $> 2\,500 \text{ m}^2$  (2 600 m<sup>2</sup>) - **n° 268 bis**
- Stockage et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, etc., la surface utilisée étant supérieure à 50 m<sup>2</sup> (400 m<sup>2</sup>) - **n° 286**
- Ordures ménagères et autres résidus urbains - **n° 322**
  - A. Stations de transit (tri : 30 000 t/an)
  - B. Traitement
    - 1/ Broyage
    - 4/ Incinération (115 000 t/an)
- Papiers usés ou souillés, la quantité emmagasinée étant supérieure à 50 tonnes (200 t) - **n° 329**
- Emploi ou stockage de solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne (2 t) - **n° 1450.2**

Installation ou activité soumise à déclaration

- Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar, utilisant des fluides non inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW (250 kW) - n° 361.B

**Vu** le récépissé du 30 octobre 1996 donnant acte à la société Azalys de sa déclaration de succession dans l'exploitation des activités exercées auparavant par la société Elyo ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°99-199/DUEL en date du 20 juillet 1999 imposant des prescriptions complémentaires d'exploitation à la société Azalys ;

**Vu** le récépissé du 17 avril 2000 donnant acte à la société Novergie Ile de France de sa déclaration de succession dans l'exploitation des activités exercées auparavant par la société Azalys ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°00-151/DUEL du 26 juin 2002 imposant des prescriptions complémentaires à la société Novergie Ile de France portant sur les essais de co-incinération de boues et d'ordures ménagères ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°03-116/DUEL du 2 juin 2003 imposant à la société Novergie Ile de France la remise d'une étude technico-économique sur les conditions de mise en conformité de ses installations avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°05-019/DUEL du 8 février 2005 imposant à la société Novergie Ile de France la mise en conformité des installations aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2011242-0002 du 30 août 2011 modifiant le classement de l'établissement suite à la parution des décrets n° 2010-369 du 23 avril 2010 et n° 2010-1700 du 30 décembre 2010, autorisant l'incinération de boues sous certaines conditions et intégrant des prescriptions issues de l'arrêté ministériel du 3 août 2010 sur l'incinération et la co-incinération de déchets dangereux et non dangereux ;

**Vu** la lettre préfectorale du 24 août 2012 ;

**Vu** le rapport du 12 avril 2013 par lequel l'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite des installations le 13 mars 2013, l'inobservation de certaines dispositions imposées par l'arrêté préfectoral n°05-019/DUEL du 8 février 2005 susvisé ;

**Considérant** qu'une partie des déchets traités (12 500t environ) provenant de départements limitrophes au département des Yvelines arrive sur l'usine de manière régulière (déchets du syndicat AZUR notamment) ;

**Considérant** que ces apports réguliers ne sont pas autorisés au titre de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°05-019/DUEL du 8 février 2005 susmentionné ;

**Considérant** que le courrier préfectoral en date du 24 août 2012 rappelait à l'exploitant notamment qu'avant toute réception de déchets n'entrant pas dans les critères définis à l'article 5 du titre I de l'arrêté préfectoral n°05-019/DUEL du 8 février 2005 sur les zones

de chalandise, une déclaration de modification devrait être déposée à la préfecture conformément aux dispositions visées à l'article R.512-34 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.514-1-1 du code de l'environnement ;

**Sur la proposition** du secrétaire général de la préfecture,

### **Arrête**

**Article 1er** : la société Novergie Ile de France, est mise en demeure, **dans le délai d'un mois**, à compter de la notification de la présente décision, de respecter, pour l'exploitation de ses installations sises RD 190 Lieu-dit « Les Bouveries » à Carrières-sous-Poissy, l'origine des déchets réceptionnés définie à l'article 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°05-019/DUEL du 8 février 2005.

**Article 2** : si l'exploitant n'obtempère pas à l'injonction signifiée dans le délai imparti, il pourra être pris à son encontre les sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

**Article 3** : délai et voie de recours (article L.514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Versailles. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**Article 4** : le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, le maire de Carrières sous Poissy, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, les inspecteurs des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, 29 AVR. 2013

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation

Philippe CASABIANI

Philippe CASABIANI

